

Elections en Grèce : contre la Troïka et ses plans d'austérité

Pour un front qui prépare un gouvernement de gauche, rejette le mémorandum et mette sur pied un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple.

Les résultats des élections du 6 mai en Grèce reflètent le rejet massif du peuple grec aux constants « programmes d'ajustement » imposés par la Troïka (UE-BCE-FMI). Les élections ont confirmé la chute du gouvernement de Luca Papademos, l'ancien chef de la BCE que la Troïka avait imposée sans appeler le peuple aux urnes.

Les élections furent une cuisante défaite électorale sans précédent pour les gouvernements connus pour leurs attaques acerbes aux conditions de vie des travailleurs et des peuples, qu'ils soient conservateurs, libéraux ou sociaux-libéraux. Le rejet de la population pour les gouvernements de la « guerre sociale » contre les travailleurs et le peuple est une constante depuis le début de la crise. Tout comme en Grèce, ce rejet s'est aussi exprimé lors des élections locales ou régionales en Angleterre, en Italie, en France et même en Allemagne.

Les résultats grecs furent une douche froide pour la Troïka et expriment une crise très profonde dans le régime politique et les institutions existantes puisqu'ils ont mis fin au bipartisme, en vigueur depuis plus de 40 ans et sur lequel se basait la démocratie capitaliste grecque.

Loin d'amener la situation politique vers plus de stabilité, comme souhaité par les partis du régime, les élections ont imposé un état de non-gouvernement et de crise de tout le régime. La démocratie capitaliste dévoile chaque jour plus sa vraie nature de classe. Non seulement elle ne représente pas la volonté populaire, mais elle agit en temps de crise en confrontation totale avec la volonté de la grande majorité des travailleurs et du peuple, comme en témoigne le vote d'approbation du « mémorandum » (plan d'ajustement imposé par la BCE, l'Union européenne et le FMI) par le Parlement et le gouvernement grec, contre 90 % de la population mobilisée par des grèves générales et des mobilisations de centaines de milliers de personnes sur la désormais historique place Syntagma.

Une raclée pour les partis du régime

Les partis du régime, le PASOK (social-démocrate) et la Nouvelle Démocratie (conservateur) ont reçu une raclée en chutant de 77 % des voix (élections passées) à 32 % actuellement.

Se sont renforcés, des partis et des coalitions à gauche de la social-démocratie, en particulier Syriza, mais aussi le groupe fasciste Aurore dorée.

Syriza est arrivé en deuxième position avec 16,6 % des voix, lesquels ajoutés aux 8 % du KKE (Parti communiste grec) et aux 6,1 % de la Nouvelle Gauche, donnent plus de 30 % des voix à la gauche ; et il faut aussi ajouter de nombreux

groupes de gauche qui tous ensemble représentent un vote non négligeable, et ont été exclus du Parlement.

Les options de gauche qui, chacune à leur manière, ont mis en cause la soumission à la Troïka et ont rejeté le Mémorandum, furent soutenues par des millions de travailleurs grecs. À l'autre extrême, c'est l'émergence de « Aurore Dorée », une organisation néonazie qui propose de mettre des mines à la frontière turque pour empêcher l'immigration et de créer des camps de concentration pour les immigrés ; ils poursuivent et agressent d'ailleurs ces derniers avec la connivence de la police. Aurore Dorée est le reflet de la polarisation sociale actuelle en Grèce et, même si elle n'est pas pour le moment l'option de la faible et dépendante bourgeoisie grecque, ni de l'impérialisme, il ne peut être exclu qu'elle pourrait l'être dans un scénario de catastrophe sociale. Et ceci n'est pas exclu si une alternative révolutionnaire ne surgit pas en Grèce.

Il faut dire également que la force de ce groupe fasciste ne s'appuie pas uniquement sur la violence organisée et la xénophobie, mais aussi sur le fait qu'elle apparaît comme le parti le plus clairement opposé au pillage de la Grèce par l'UE et en faveur de la rupture avec l'euro et l'Union européenne.

Le projet de l'unité nationale a échoué

Le plan de la Troïka, de la droite grecque et de la social-démocratie – de Grèce et de l'Europe entière – est de répondre à l'aggravation de la crise en proposant la formation d'un **gouvernement d'unité nationale**. La « stabilité » qu'ils veulent et la « gouvernance » qu'ils revendiquent ne sont qu'une tentative désespérée pour récupérer par des négociations ce que le peuple grec a obtenu par ses luttes et par le résultat des élections. Quand ils appellent toute la gauche à prendre ses « responsabilités », ils ne demandent rien d'autre que leur



Déclaration de la LIT-QI

complicité. Les gouvernements d'unité nationale ne sortiront ni le peuple grec ni aucun peuple d'Europe de la misère ; ils ne serviront qu'à assurer la mise en œuvre des programmes d'ajustement, des coupures sociales et du pillage du peuple, tout en évitant l'explosion sociale.

L'appel à de nouvelles élections pour le 17 juin est la confirmation de la double défaite de la Troïka et de ses laquais du PASOK et de la ND. Ils ont échoué dans leur tentative électorale et ils ont échoué dans leur tentative de gouvernement d'union nationale pour maintenir le statu quo.

Croisée des chemins : respecter le mémorandum ou quitter l'euro

Avec deux « sauvetages » et des plans successifs de pillage, cela fait deux ans que l'Union européenne prépare les conditions pour que la sortie de la Grèce (qui devient le scénario de plus en plus probable à mesure qu'avancent la destruction du pays et l'incapacité de payer la dette) ne signifie pas l'éclatement de l'euro et le chaos dans le système financier européen. Ce n'est pas en vain que les grandes banques et les compagnies d'assurance allemandes et françaises ont transféré la dette grecque à l'UE (BCE et aux autres pays) et que celle qu'ils maintiennent encore est garantie par l'UE. Le peuple grec a été spolié, l'économie grecque démantelée et le pays converti en une semi-colonie, complètement marginalisé du point de vue de son intégration dans l'économie européenne et mondiale. Bien qu'ils disent encore vouloir maintenir la Grèce dans la zone euro, ils n'hésiteront pas à l'expulser si elle ne répond pas à ses « obligations ».

Mais pour le moment, vu le développement simultané de la crise espagnole, la récession européenne et la crise politique de l'Union européenne, l'expulsion de la Grèce n'est pas chose facile et peut déclencher des crises majeures.

Le chantage du gouvernement allemand, avec le soutien de François Hollande, la BCE et le FMI – faisant pression sur la Grèce pour accepter le Mémorandum sous la menace d'être exclue de l'euro – n'est pas du bluff mais une menace réelle, parce que la Troïka ne peut pas céder sur ce point sans compromettre l'ensemble du plan et être désavouée. Le nouveau président français, malgré ses discours sur la « croissance » et sur le maintien de la Grèce dans la zone euro, est d'accord avec les choix fondamentaux de Merkel. Le rôle d'Hollande dans ce chantage est d'essayer d'adoucir Syriza.

La gauche grecque ne peut éviter le problème, et il n'y a aucune possibilité de s'opposer au Mémorandum tout en

défendant à tout prix de rester dans la zone euro, comme le propose la direction de Syriza.

La gauche grecque est à la croisée des chemins : soit la Grèce est expulsée de l'euro – si Syriza ne cède pas sur le Mémorandum ou le fait de manière insuffisante par rapport aux exigences allemandes – soit l'agonie du peuple grec durera encore pour une période plus longue – si Syriza cède « pour ne pas être expulsée de l'euro ». Accepter la deuxième option revient à miser sur la condamnation du peuple grec à la misère et serait un suicide politique pour Syriza. De plus, ceci permettrait un renforcement du référent fasciste, dans les mains duquel resterait le drapeau de la rupture avec l'euro et l'UE.

Une grande opportunité pour le peuple grec et pour les travailleurs européens

Les travailleurs et le peuple grec sont actuellement l'avant-garde de tous les travailleurs européens. Leurs grèves générales, les manifestations de masse et maintenant leur rejet de la Troïka aux élections constituent un espoir pour tous les travailleurs de tout le continent, qui supportent les mêmes plans de « guerre sociale ».

L'augmentation de la crise économique et une conjoncture qui annonce une possible faillite de plusieurs pays européens ne peuvent être comprises sans cette tenace résistance des travailleurs et des peuples, avec à leur tête, les travailleurs grecs.

Ce qui est en question aujourd'hui en Grèce et préfigure le dilemme pour le reste de l'Europe, c'est de sauver soit les capitalistes soit les travailleurs et les peuples. Et cela s'exprime clairement dans les élections. D'un côté on retrouve **ceux qui appellent à former un gouvernement d'union nationale et à poursuivre la mise en œuvre des plans de la Troïka, à continuer le pillage du peuple et à condamner à la misère des millions de travailleurs.** D'un autre côté, face à cela, il est nécessaire de présenter une proposition pour un **gouvernement de gauche qui s'oppose à l'Europe des capitalistes, refuse le Mémorandum et puisse donner de meilleures conditions pour lutter pour une alternative ouvrière et populaire à la crise.**

Ils font tout leur possible pour maintenir Syriza et toute la gauche grecque dans les marges du régime actuel, et pré-sagent l'apocalypse en Grèce si le nouveau gouvernement devait refuser d'appliquer le Mémorandum et décider de suspendre le paiement de la dette. Ils menacent de sortir la Grèce de l'euro et même de l'Union européenne si le gouvernement élu ne se plie pas aux diktats de la Troïka. Ils affirment que l'expulsion de l'euro serait une catastrophe.

Mais de quelle future catastrophe parlent-ils, alors qu'ils sont en train de détruire le pays et de condamner à la faim et à la misère des millions de travailleurs en leur supprimant leurs emplois, en recoupant dans les pensions, en diminuant chaque fois plus les salaires, en plus de démanteler l'éducation et la santé publique ? De quelle future catastrophe parle-t-on pour des millions de jeunes qui n'ont d'ores et déjà pas d'avenir ? Ce qui est catastrophique, c'est la situation actuelle, qui le sera plus encore si on continue à utiliser les ressources du pays pour payer la dette aux banques et à ceux qui démantèlent industriellement la Grèce.



L'UE et l'euro ne signifient aucune « union » pour les peuples européens, c'est au contraire une machine de guerre servant exclusivement à sauver le cœur de l'industrie et de la finance européennes (la France et l'Allemagne), en faisant sombrer dans la misère les pays de la périphérie de l'Europe. L'Union européenne est l'Europe des banques, des capitalistes et des riches.

La sortie de l'euro entraînerait sans aucun doute et immédiatement une situation extrêmement complexe, qui exigerait la mise en œuvre d'un programme de mesures radicales telles que la suspension du paiement de la dette, l'expropriation des banques et des industries clés, la centralisation des entreprises des secteurs stratégiques, l'imposition du monopole du commerce extérieur et des mesures d'urgence pour suspendre toutes les mesures antérieures approuvées par les gouvernements de la Troïka, et la mise en œuvre d'un plan pour l'emploi qui commence par une distribution du travail existant.

Malgré les pressions inévitables, l'hostilité et le boycott de la part de la Troïka, et en dépit de la complexité même de la mise en œuvre d'un tel plan, il est cependant le seul qui puisse aujourd'hui ouvrir la possibilité d'en finir avec la misère des travailleurs et des peuples et le pillage du pays.

Cet affrontement direct avec les capitalistes doit se faire **sur base de la mobilisation des travailleurs et du peuple grec** et en cherchant **le soutien immédiat et la solidarité de tous les travailleurs de l'Europe** qui, eux aussi, ne manqueront pas de voir dans ces mesures un vrai modèle alternatif pour sortir de la crise, un véritable **plan pour sauver les travailleurs et les peuples**.

Pour un front qui prépare un gouvernement de gauche qui rejette le Mémorandum et mette en œuvre un plan de sauvetage pour les travailleurs et le peuple.

Les sondages prédisent un vote encore plus important pour Syriza et pour la gauche. La responsabilité de ces organisations (en commençant par Syriza) face aux travailleurs et au peuple acquiert une dimension historique. Dans leurs mains se trouve la décision de consolider la victoire du 6 mai dernier face à la Troïka. Il a été proposé de former un Front de gauche pour les prochaines élections du 17 juin, dirigé par Syriza, avec le KKE, la Nouvelle Gauche et toutes les formations de gauche qui ne sont pas entrées au Parlement, comme Antarsya.

Les travailleurs et le peuple doivent former ce front et l'organiser sur base d'un programme de rupture avec la Troïka, du refus total du Mémorandum et pour un vrai plan de sauvetage des travailleurs et du peuple.

L'avènement d'un gouvernement de gauche conduirait à une crise dans l'ensemble des gouvernements de l'euro, ouvrirait de meilleures conditions pour la lutte des travailleurs grecs et aurait certainement la sympathie et le soutien de millions de travailleurs à travers l'Europe.

Il n'y a pas d'excuse possible pour la gauche grecque de ne pas faire tous les efforts pour conformer cette unité. Les positions de la direction de Syriza – qui, très correctement, n'accepte pas le Mémorandum, mais par contre entretient l'illusion que la Troïka acceptera le rejet de celui-ci sans expulser la Grèce de l'euro et qui d'autre part défend des mesures, plus



que justes, comme la suspension de la dette, mais ne reconnaît pas que défendre cette position jusqu'au bout conduit inévitablement à la rupture avec l'Union européenne – génèrent critiques et méfiance dans le reste de la gauche, à savoir si Syriza restera ferme dans ses positions ou finira par céder aux pressions de la Troïka.

Mais ces soupçons légitimes et l'obligation pour Syriza de maintenir une position ferme de rejet au mémorandum et pour la mise en œuvre d'un plan d'action anticapitaliste, tout cela ne peut pas servir d'excuse pour nier la nécessité urgente d'unir toutes les forces de gauche autour du rejet du Mémorandum et pour un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple. C'est pour cela que nous ne partageons pas la position de la direction du KKE, qui refuse cette unité et ne propose pas d'autre solution que de voter pour eux, alors que d'un point de vue programmatique, leurs hésitations, voire leurs incohérences, ne sont pas très différentes de celles de la direction de Syriza qu'ils critiquent.

Construire et consolider un Front de gauche pour les élections et pour les luttes

Au fur et à mesure qu'augmente la résistance aux plans des gouvernements de la Troïka, ceux-ci répondent par plus de cynisme « démocratique ». La répression, les attaques aux libertés fondamentales, l'interdiction de partis, la modification des lois électorales et les changements dans la constitution sans aucun référendum populaire sont les réponses de ces gouvernements. L'audace de ces criminels en est arrivée à imposer les têtes de gouvernement sans passer par les urnes, comme en Italie et en Grèce où elles furent désignées par la Troïka. Ils en sont même venus à évaluer la possibilité de ne pas appeler aux urnes le 6 mai en Grèce.

Face à la possibilité d'un triomphe de la gauche en Grèce qui rejette les plans de la Troïka, c'est une illusion d'espérer des élections transparentes et de croire qu'ils vont tranquillement assumer leur défaite ou ignorer l'existence de forces fascistes comme Aurore Dorée, prêtes à se mettre par tous les moyens au service du maintien de l'ordre établi et du système s'il est menacé. Ce serait un peu comme attendre du renard qu'il surveille le poulailler.

Le Front de gauche doit se construire d'emblée en appelant tous les syndicats et les organisations populaires et les immigrés à le soutenir et à lui apporter leur appui. Le Front de gauche doit s'engager vis-à-vis de ces organisations, sur base d'un programme d'affrontement total à la Troïka, à

Déclaration de la LIT-QI

soumettre son gouvernement aux décisions de ces organisations et doit les appeler à accompagner le processus électoral avec la mobilisation, la réalisation de manifestations et même la grève générale si nécessaire, démontrant ainsi aux ennemis du peuple que celui-ci est prêt à se battre pour arracher la victoire.

Il s'agit de former des organismes unitaires du Front dans les entreprises, dans les quartiers, dans les facultés et les écoles supérieures, pour accompagner et encourager la campagne dans un premier temps et pour organiser aussi la défense face à toute tentative de la réaction ou des gangs fascistes. En ce sens, l'organisation de l'autodéfense face à l'activité des bandes fascistes acquiert une importance cruciale, en particulier chez les travailleurs immigrés qui en sont devenus les premières cibles.

Tout notre soutien et notre solidarité avec le peuple grec

Ce qui se joue aujourd'hui en Grèce va bien au-delà des frontières de la péninsule hellénique. La défaite des partis du Mémorandum, la victoire de la gauche grecque et la formation d'un gouvernement qui s'oppose à la Troïka seraient une victoire pour tous les travailleurs européens, démontrant à tous qu'il est possible de vaincre la Troïka. Cela ouvrirait un espace beaucoup plus favorable pour la résistance aux coupes budgétaires et la lutte pour une Europe des travailleurs et des peuples.

La LIT a toujours dénoncé l'Union européenne en tant que machine de guerre sociale contre les travailleurs et les peuples. Nous avons combattu et nous combattons sans relâche les gouvernements de la Troïka ; nous défendons une issue ouvrière et populaire à la crise et nous croyons que la mobilisation des masses et la lutte pour des gouvernements des travailleurs et du peuple est la seule voie vers le changement social. Nous combattons pour une véritable union



européenne, les Etats-Unis socialistes d'Europe. Donc, face aux actuels événements en Grèce, nous ne pouvons que mettre tous nos espoirs et nos forces au service du triomphe du peuple grec.

Partout dans le monde où nos partis agissent et particulièrement en Europe, la LIT appuie la lutte des travailleurs et du peuple grec et se solidarise avec elle.

Ligue Internationale des Travailleurs Quatrième Internationale (LIT-QI)
23 mai 2012

A bas le Mémorandum de la Troïka !

Pas un euro de plus pour les pillards de la Grèce !

Que les capitalistes payent la crise !

Pour un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple grec !

Pour un gouvernement de gauche qui rejette le mémorandum et prépare un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple !

Pour une Europe des travailleurs et du peuple !

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.



Ne pas jeter sur la voie publique - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Elan, 73 - 1170 Bxl

